



Fonds de Consolidation de la Paix en République Centrafricaine RAPPORT DESCRIPTIF FINAL DU PROGRAMME¹

<p>Titre du Programme & Référence du projet</p> <ul style="list-style-type: none">• Titre du Programme: Child Recruitment Prevention and Community-Based Reintegration of Demobilised Children and other Children Affected by Armed Conflict in Central African Republic• Réf. du Programme (<i>le cas échéant</i>): PBF CAF -B-2• Numero de référence du Projet/MPTF Office: 00066661	<p>Pays, Localité, Secteur/Thème(s) du Programme²</p> <p>(<i>le cas échéant</i>) <i>Pays/Localité</i> : République Centrafricaine Préfectures du Nord de la RCA, Zones affectées par le conflit armé : Ouham, Ouham Pende Nana Gribizi, Bamingui Bangoran, Vakaga, Haute Kotto, Kemo</p> <p><i>Secteur/Thème(s)</i> : Réforme du Secteur de la Sécurité (DDR), Promotion de la Bonne Gouvernance et de l'Etat de Droit (Résolution. 1612 du Conseil de Sécurité, DIH, Droits des Femmes et des enfants), Revitalisation des Communautés Affectées par les Conflits</p>
<p>Organisations participantes</p> <p>UNICEF</p>	<p>Partenaires de mise en œuvre</p> <p>Partenaires de mise en œuvre: Organisations des NU: HCR, BONUCA, PAM, PNUD, FAO ; Autres Organisations internationales: IRC, DRC, NRC, CAM, IMC, CICR, MSF, CARITAS et Diocèse de Ndowara</p> <p>Entités nationales (gouvernement, secteur privé, ONGs & autres) : Ministère de la Famille, des affaires Sociales et de la Solidarité Nationale; Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports ; Ministère de l'Intérieur et de la Défense Nationale</p>
<p>Budget du Programme/Projet (US\$)</p> <p>Coût total du Programme: USD 6, 037,183 FCP: USD 2, 000,000 Contribution du Gouvernement: Autres: USD 1, 537,183 : CAM, DRC, IMC, IRC USD 1, 000,000 (UNICEF) USD 2, 500,000 (à mobiliser)</p>	<p>Durée du Programme (mois)</p> <p>Durée totale (mois): 18 mois Date de démarrage³ (dd.mm.yyyy): 15 Nov. 2008 Date de clôture 15 mai 2010 Date de clôture opérationnelle⁴: 15 mai 2010</p>

¹ Le terme "programme" est utilisé pour les projets, programmes et programmes conjoints.

² Indiquer le domaine prioritaire pour le Fonds de Consolidation de la Paix (FCP) ; le Secteur pour le Fonds fiduciaire pour l'Iraq du GNUD.

³ La date de démarrage est la date du premier transfert de fonds du MPTF Office en tant qu'Agent Administratif. Cette date est disponible sur le portail du MPTF Office ([MPTF Office GATEWAY](#)).

⁴ Concerne les activités du programme complétées par l'organisation participante responsable. Les agences concernées doivent en informer le MPTF Office.

Evaluation finale du Programme/Projet

Evaluation accomplie

Oui Non Date : dd.mm.yyyy)

Rapport d'Evaluation – ci-joint

Oui Non

Soumis par:

Souleymane Diabate

Représentant

UNICEF RCA

1 Rue Joseph Degrain Brazza

Bangui

République Centrafricaine

Tel. : +236.75.50.12.50

Email : sdiabate@unicef.org

RAPPORT FINAL DU PROGRAMME

I. OBJECTIF

Ce projet s'inscrit pleinement dans la priorité nationale de « protéger les droits humains » du Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) conjugué à l'effet 1 de l'UNDAF 2005-2011 « les populations notamment les femmes et les groupes vulnérables participent effectivement à l'exercice de leurs droits contribuant aux Objectif du Millénaire avec pour produit 1.1.4 « Les capacités nationales de lutte contre la violence, les pratiques néfastes, l'abus et l'exploitation à l'égard de l'enfant et des femmes sont renforcées ».

Le projet contribue à l'objectif global de consolidation de la paix « Contribuer par le DDR enfants et la mise en place de divers mécanisme communautaires de protection et de relèvement a un retour à la normalité dans les zones de conflit » :

- (1) Démobiliser tous les enfants associés aux forces et groupes armés (EAFGA).
- (2) Réduire la vulnérabilité des enfants affectés par le conflit.
- (3) Documenter, surveiller et rapporter les cas de violations grave des droits de l'enfant en situation de conflit tels que décrits par la résolution 1612 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Le but principal de ce projet est d'assurer par le fonctionnement de Centres de transit et d'Orientation (CTO) y compris à travers des Familles d'Accueil Transitoire que les enfants vulnérables, y compris ceux associés aux différents groupes armés opérant dans la région, soient retirés des forces et groupes armés, et réintégrés dans leurs familles et communautés d'origine ou ils ont accès à des opportunités et alternatives viables y compris des Activités Génératrices de Revenus (AGR) qui les protègent contre toutes formes d'abus et d'exploitation comme le recrutement et l'utilisation dans les Forces et Groupes Armés et les violences sexuelles et les préparent et les insèrent dans la vie active ou le retour à l'éducation selon leur propre volonté et leurs besoins identifiés.

Une liste des résultats et extraits du projet est fournie dans la section IV de ce rapport.

Les principaux partenaires d'exécution sont :

- Organisations des NU: HCR, BONUCA, PAM, PNUD, FAO ;
- ONG internationales: IRC, DRC, NRC, CAM, IMC, CICR, MSF, CARITAS et Diocèse de Ndowara

- Entités nationales: Ministère de la Famille, des affaires Sociales et de la Solidarité Nationale ; Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports ; Ministère de l'Intérieur et de la Défense Nationale

II. EVALUATION DU PROGRAMME/ RESULTATS DU PROJET

Les principaux résultats et extrants obtenus, les écarts dans l'atteinte des résultats par rapport à ceux initialement prévus et une évaluation du programme/projet basé sur des indicateurs de performance se trouvent dans la section IV.

Pendant la période considérée, des efforts considérables ont été faits dans le plaidoyer avec divers groupes armés et le gouvernement de RCA pour arrêter l'utilisation des enfants par les forces et groupes armés. L'UNICEF a été en mesure d'obtenir l'engagement de l'Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie (APRD) pour libérer et démobiliser tous les enfants encore associés avec eux. Au début de 2009, l'UNICEF, en collaboration avec Danish Refugee Council (DRC) et l'International Rescue Committee (IRC), a construit trois CTO à Boya, Paoua et Bocaranga pour des soins temporaires et la protection des EAFGA. Au vu du nombre limité d'EAFGA identifiés dans la région de Kaga-Bandoro, il a été décidé de ne pas établir un CTO dans la région. Le transit des enfants s'est fait à travers 15 familles de transit identifiées selon un certain nombre de critères convenus et globalement acceptée par le groupe inter-agence globale sur la protection des enfants affectés par les conflits armés. Les familles de transit ont reçu une formation de base en matière de droits des enfants et de leur rôle dans la prestation des soins de transit pour les enfants séparés des groupes armés. Un nombre total de 706 enfants (630 garçons et 76 filles) ont été démobilisés. Tous les enfants ont reçu un kit de démobilisation composé de vêtements, nattes de couchage, des couvertures, des pantoufles, dentifrice et brosse à dents, et des kits d'hygiène pour les filles. Ils ont également reçu des examens médicaux, des classes de rattrapage ont été organisées et des services intégrés psychosociaux ont été fournis. Deux centres de transit restent opérationnels en 2010.

Il y a eu également une augmentation accrue de la compréhension des instruments juridiques de protection des enfants par les acteurs armés se traduisant par une bonne coopération et implication dans le projet. Le nombre d'enfants élevés démobilisés malgré l'absence de signature d'un accord formel avec l'APRD en est une démonstration.

Le projet a réussi à mettre en place progressive d'un environnement protecteur pour les enfants vulnérables à travers la mise en place et le renforcement de la capacité des réseaux communautaires de protection dont le rôle principal est d'assurer l'identification et le suivi des enfants vulnérables. Ceci a permis d'identifier environ 5,492 (3,828 boys and 1,664 girls) qui ont bénéficié d'activités de réduction de vulnérabilité à travers les formations, activités génératrices de revenu et compétences de vie.

Dans les préfectures touchées par le conflit dans le nord-est et nord-ouest de la RCA, le traumatisme lié au conflit et au déplacement a provoqué un effondrement des mécanismes traditionnels ou communautaires qui protègent les groupes vulnérables, qui est aggravé par le quasi absence de structures étatiques pour s'occuper des personnes touchés par le conflit. Les orphelins, les enfants abandonnés et d'autres enfants vulnérables qui cherchent l'appui de la communauté sont souvent socialement marginalisés. Sur la question transversale de genre, le travail des enfants et le manque d'éducation, en particulier chez les filles, sont très répandus comme les parents n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école. En outre, la mutilation génitale féminine est une tradition acceptée culturellement qui affecte la majorité des filles. L'accès à des soins médicaux et psychosociaux est extrêmement difficile pour la majorité des survivants de VBG, qui, par conséquent, sont plus susceptibles de souffrir de ces effets nocifs physiques de la VBG et l'impact psychologique de longue durée, affectant leur respect de soi et l'acceptation au sein de leurs familles et des communautés.

A Nana Gribizi et Ouham Pende, les enfants associés aux forces et groupes armés sont en cours de démobilisation, dont 52 filles qui ont été soutenues par des familles d'accueil pendant la première phase de leur libération, avant la réunification familiale et la réinsertion sociale. Toutes ont été victimes d'abus sexuels et /ou exploités par des acteurs armés. Alors que certains groupes armés ont accepté de ne plus recruter des enfants, la pauvreté et l'insécurité alimentaire à leur retour dans leurs communautés peut constituer un facteur incitant la ré-recrutement. Certaines filles ont quitté leurs communautés pour trouver du travail au Cameroun ou à Bangui, où ils font face aux nouveaux risques de protection tels que l'abus, l'exploitation du travail ou la prostitution forcée. Il y a aussi des cas de violence sexuelle contre les enfants et les femmes et les données indiquent que 20 pour cent des cas signalés ont été perpétrés par des acteurs armés.

Promouvoir la réadaptation et la réinsertion des enfants et des femmes victimes de violence sexuelle basées sur le genre (VSBG) est un élément clé du programme. Les femmes et les enfants victimes de VSBG continuent d'être identifiés et renvoyés aux services de santé et les services psychosociaux disponibles. Tandis que les espaces d'aide psychologique restent fonctionnels, il y a le respect de la confidentialité et il y a une zone désignée pour les enfants. Les préparatifs sont en cours pour établir un centre pour enfants vulnérables dans la région de Kaga Bandoro afin d'améliorer l'accès des enfants survivants de VSBG aux services médicaux et psychosociaux. En vue de promouvoir la réinsertion des femmes et des enfants survivants de VSBG, huit groupes communautaires qui renforcent les capacités de base des femmes sont pris en charge à Nana Gribizi, dont quatre sont en train de devenir autonomes. Des activités de sensibilisation contribuent également à la lutte contre la VSBG.

En outre, en coordination avec le programme d'éducation, UNICEF a appuyé les Associations des Parents d'Elèves de mener des campagnes de sensibilisation l'importance de l'éducation des filles dans les communautés.

Les partenaires ont aussi travaillé de manière à identifier les enfants libérés ou démobilisés formellement dans l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) dans le nord-est mais pour lesquels des programmes de réintégration adéquats n'avaient pas été mis en place faute de fonds suffisants, y compris un groupe d'enfants identifiés parmi les ex-combattants de l'APRD qui étaient cantonnés dans le camp Leclerc à Bouar.

Les accords de collaboration ont été élaborés impliquant le Programme Alimentaire Mondial (PAM), UNICEF et DRC et le PAM, UNICEF et IRC pour l'assistance en vivres aux EAFGA démobilisés et référés aux CTO pour leur prise en charge temporaire sont aussi demeurés opérationnels. PAM a poursuivi l'approvisionnement des CTO en vivres.

Un autre protocole d'accord a été conclu avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) concernant la recherche et la réunification familiale. Les partenaires ont fait directement toutes les réunifications familiales dans la zone alors que le CICR ne s'est chargée que des réunifications dans les zones non couvertes par les partenaires ou transfrontalières.

La contribution du FCP a été utilisée pour soutenir ces activités. D'autres fonds complémentaires ont contribué au projet : le Gouvernement de l'Espagne, les Comités Nationales pour UNICEF de la France et la Suisse, CIDA-Canada, Consolidated Humanitarian Fund (CHF), les fonds thématiques d'UNICEF. Ces financements généreux ont permis à l'UNICEF RCA de continuer à offrir une réponse dans la prévention et la protection à des enfants parmi les plus vulnérables de la RCA dans les régions touchées par le conflit.

III. EVALUATION ET LEÇONS APPRISSES

Défis dans l'exécution du programme

La situation sécuritaire qui reste très volatile, en particulier dans les zones frontalières du nord-est et du sud-est, a sérieusement réduit la capacité des partenaires à soutenir les activités du projet dans certaines régions. Les acteurs humanitaires ont été de plus en plus ciblés par les récentes attaques armées qui ont eu lieu dans le Bamingui Bangoran et la Vakaga (assassinat et l'enlèvement de personnel international, le pillage des propriétés, etc), ce qui a conduit à une suspension des interventions humanitaires dans les zones. Équipement, deux voitures et deux motos du programme ont été volés lors de ces incidents.

La couverture géographique et la qualité des interventions des partenaires restent limitées en raison des difficultés rencontrées par les partenaires de l'UNICEF protection de l'enfance à attirer des professionnels expérimentés dans la protection de l'enfant, en particulier dans la violence basée sur le genre (VBG), et la réinsertion des enfants affectés par le conflit. En outre, les services VBG offerts ne sont pas complets car ils ne traitent pas de la question de l'accès et de recours à la justice pour les survivants de VBG. L'expansion des services de VBG à travers le développement de mécanismes de coordination et d'orientation pour la VBG, y compris la justice, a été identifiée comme une priorité pour 2010 et 2011.

Les enfants retournent à des communautés pauvres avec un accès limité aux services sociaux et aux moyens de subsistance. Avec la persistance de l'insécurité et de la présence de groupes armés dans le nord et l'est de la RCA, les enfants sont toujours confrontés au risque d'être recrutés ou re-recrutés dans l'absence de programmes de réinsertion appropriés. Il est nécessaire avoir une meilleure compréhension des options de réintégration socio-économique basé sur une enquête plus large du marché et la disponibilité des fonds à long terme pour les programmes de réinsertion.

On a noté un changement dans le caractère et la dynamique des forces d'autodéfenses. Ces milices ont été de plus en plus impliquées dans des affrontements directs avec les groupes rebelles, ce qui pose de risques et menaces sérieux pour la survie des enfants. 20-30 pour cent des effectifs de ces milices seraient constitués des enfants. Au vu du caractère non homogène de ces forces et la reconnaissance dont elles jouissent de la part des communautés, les enfants qui sont avec ces milices ne sont pas reconnus comme enfants associés par les communautés. A l'instar des enfants dans les milices d'autodéfense, l'accès aux filles associées aux groupes armés reste aussi faible.

Faible capacité technique des partenaires : la plupart d'ONG impliquées dans ce projet n'ont pas d'expertise institutionnelle dans le domaine de la protection des enfants dans les urgences et en particulier la démobilisation et la réintégration des EAFGA. Beaucoup d'ONG internationales sont réticentes à participer et contribuer aux mécanismes de monitoring et de rapportage des graves violations des droits des enfants en période de conflits a cause de leur crainte pour la sécurité de leur staff et leurs programmes.

Rôle de l'UNICEF et sa réponse

Des étapes importantes vers la ratification des deux Protocoles optionnels de la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE), l'un portant sur la protection des enfants contre la vente, la prostitution et la pornographie des mineurs et l'autre sur l'implication des enfants dans les conflits armés. en RCA:

Suite à un processus de consultation avec les partenaires nationaux, y compris le gouvernement du RCA, les ONG et les parlementaires, l'UNICEF a fait un plaidoyer pour un "plan législatif" fixant les conditions et les délais de la procédure nationale de ratification des deux Protocoles optionnels. Le plan a été officiellement proposé par une commission interministérielle auprès de la commission législative,

puis approuvé par les 109 parlementaires en séance plénière de l'Assemblée nationale. Les deux Protocoles optionnels sont signés par le gouvernement et la ratification est prévue avant la fin de 2011.

Promouvoir la programmation intersectorielle :

La protection des enfants est liée aux secteurs de la santé, l'accès à la justice, le soutien familial et l'accès à l'éducation. Dans cette optique, l'UNICEF soutient également l'éducation, la santé et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) dans le nord du pays pour améliorer l'accès aux services de base pour les enfants. En plus, comme l'organisme lead des Clusters de l'Education, WASH et Nutrition en RCA, l'UNICEF a continué à utiliser ces forums pour plaider en faveur de l'augmentation de la couverture des programmes dans les zones touchées par le conflit.

Renforcer la coordination :

Au niveau national, l'UNICEF a continué de participer au Cluster de Protection de l'UNHCR et d'autres instances pertinentes de coordination pour assurer l'intégration de la protection des enfants dans les programmes humanitaires. En outre, l'UNICEF a fait un plaidoyer pour la création de groupes de travail dans la protection de l'enfant travaillant à la fois au niveau national et sur le terrain. Ces groupes de travail ont été créés à Kaga Bandoro et Paoua, et sont présidés par l'UNICEF avec le BINUCA en tant que co-lead.

Le renforcement des capacités et l'établissement de normes :

En plus de fournir des fonds, l'UNICEF a joué un rôle important dans l'assistance technique aux organisations partenaires à travers le coaching, la supervision et la formation. Afin d'assurer une approche cohérente et harmonisée dans la réinsertion des enfants touchés par les conflits et les EAFGA, l'UNICEF a dirigé l'élaboration d'un document d'orientation pratique qui détaille les normes minimums pour chaque phase du processus de DDR en RCA. Ces normes minimums ont été approuvés par tous les partenaires de l'UNICEF dans la protection de l'enfant et de fournissent un cadre général pour la libération des enfants associés aux groupes armés, leur transition de la vie militaire à la vie civile et leur réinsertion dans leurs communautés.

Leçons apprises

Partage de l'information, le dialogue, la programmation conjointe et le plaidoyer de haut niveau pour un plan consolidé/commun des Nations Unies pour le programme de désarmement, démobilisation et réintégration (PDDR) pour les EAFGA et pour la surveillance et monitoring des graves violations des droits humains contre les enfants

L'initiative PDDR pour les EAFGA et l'initiative 1612 MRM en RCA, approuvées par l'équipe de pays RCA, sont devenues une occasion pour UNICEF de remodeler sa stratégie de plaidoyer et de communication à travers des actions combinées de plaidoyer de haut niveau, un processus de programmation et planification participative et le partage de l'information. Cela a permis à l'ONU et le CICR de devenir des acteurs dans le plan de prévoyance du PDDR et le processus du MRM, indépendamment de l'existence antérieure d'un protocole d'accord. Par exemple, le CICR fournit une assistance familiale et pour la réunification, le PAM fournit des rations alimentaires aux centres de transit, et le FNUAP fournit des préservatifs et autres kits pour la distribution aux EAFGA après des séances de sensibilisation sur le VIH/SIDA, et la FAO accompagne les EAFGA dans des projets de vie et de réinsertion dans l'agro-pastorale.

L'augmentation du nombre et le renforcement de l'efficacité des partenaires d'exécution de l'UNICEF, en particulier les ONG internationales sur le terrain, a permis à l'UNICEF d'atteindre plus d'enfants.

L'approche sectorielle (Cluster) adoptée en RCA offre une opportunité d'échange et de partage de l'information productive pour tous les partenaires dans la protection.

IV. EVALUATION EN FONCTION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

	Indicateurs de performance	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Commentaires éventuels
Objectif 1 : Démobiliser tous les EAFGA (y compris forces d'auto défense) identifiés à travers le programme						
Résultat 1.1 Au moins 3 CTO sont fonctionnels et fournissent soins et protection à au moins 500 enfants démobilisés et tout autre enfant vulnérable ayant besoin de prise en charge temporaire ; 90 réseaux communautaires de protection des enfants sont aussi établis dans les zones de retour des ex EAFGA		3 CTO sont fonctionnels	3 CTO d'une capacité minimale de 50 enfants ont été établis dans la région de Paoua, Boya et Bocaranga et sont gérés respectivement par les partenaires DRC et IRC.			Pour assurer leur fonctionnalité, les deux centres ont été équipés en matériel de base comme les ustensiles de cuisine, kits médicaux, des kits de jeux et kits éducatifs. Au vu du nombre limité d'EAFGA identifiés dans la région de Kaga-Bandoro, il a été décidé de ne pas établir un CTO dans la région. Le transit des enfants s'est fait à travers 15 de familles de transit.
		Les 3 CTO fournissent soins et protection à au moins 500 enfants démobilisés et tout autre	706 enfants (630 garçons et 76 filles) ont été démobilisés et pris en charge dans les CTO ou les familles de transit.			Tout le personnel des CTO (18 personnes au total) et les responsables des familles de transit ont reçu une formation sur leurs rôles, les rôles des CTO et des

	Indicateurs de performance	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Commentaires éventuels
		enfant vulnérable ayant besoin de prise en charge temporaire				familles de transit, les droits des enfants et la protection des enfants, la prise en charge psychosociale des enfants affectés par le conflit armé et le processus PDDR.
		90 réseaux communautaires de protection des enfants sont aussi établis dans les zones de retour des ex EAFGA	27 espaces amis des enfants réhabilités ou construits et 19 réseaux de protection des enfants mis en place dans les communautés les plus gravement touchées.	Le renforcement de ces comités nécessitent un grand investissement en terme de temps du staff et donc difficile à soutenir si on travaille avec les structures gouvernementales.		
Objectif 2 Réduire la vulnérabilité des ex EAFGA (y compris forces d'auto défense) OEV, Survivants de SGBV et autres enfants affectés par le conflit identifiés à travers le programme						
Résultat 2.1- Les ex EAFGA et OEV y compris les survivants de VSBG identifiés à travers le processus reçoivent des services et divers appuis, visant à réduire les effets du conflit sur leur vie			108 cas de violences sexuelles, dont 41% d'incident impliquant des mineurs, ont été identifiés et assistés par les partenaires. Les victimes ont été prises en charge sur le plan psychosocial et médical.	La prise en charge légale, du moins pour les victimes qui l'auraient souhaité, n'a pas été assurée comme les responsables des violences sont soit des acteurs armés (20% de cas) ou des membres de familles et voisins avec lesquels les victimes ont déjà beaucoup de lien. Le manque de confiance au système judiciaire sur le plan local constitue aussi un autre frein.		52 volontaires communautaires ont été formés sur les mécanismes de référencement et les directives inter organisations sur la prise en charge des violences sexuelles et basées sur le genre.

	Indicateurs de performance	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Commentaires éventuels
			<p>Le projet s'est dirigé pas seulement aux EAFGA, mais aussi d'autres enfants vulnérables dans la communauté, y compris les OEV, les personnes déplacées, les survivants et les victimes de VSBG et les enfants issus de minorités ethniques.</p> <p>UNICEF a ciblé toute la communauté à travers la consolidation d'un programme de réinsertion communautaire en mettant l'accent sur une approche plus intégrée de la prise en charge communautaire et l'accès aux services de base. Dans cette optique, près de 95,797 enfants et jeunes vulnérables (62% de garçons et 38% des filles) dans les communautés ont participé à des activités psychosociales : groupes de soutien entre pairs, le football, volley-ball, d'autres activités ludiques culturellement adaptés et structurés, et des séances de sensibilisation sur les droits des enfants.</p>			
Résultat 2.2- Les ex EAFGA (y compris forces d'auto défense)			423 enfants affectés par les conflits ont bénéficié des cours de rattrapage et d'éducation non			Les expériences dans le domaine de réintégration des enfants affectés par les

	Indicateurs de performance	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Commentaires éventuels
OEV, Survivants de SGBV et autres enfants affectés par le conflit identifiés a travers le programme retrouvent un accès aux services sociaux de base			formelle afin de les préparer au retour dans les écoles formelles.			conflits armés soulignent l'importance de faciliter l'accès des enfants à l'école, en plus de la fourniture de l'éducation formelle et activités génératrices de revenus à ceux ayant dépassé l'âge scolaire. L'accès à l'éducation est une mesure importante à la fois qui soutient la réintégration des enfants mais aussi prévient certains abus et exploitation, en l'occurrence le recrutement ou ré-recrutement par les forces et groupes armés.
			265 (92 filles, 173 garçons) autres enfants vulnérables dont 12 EAFGA ont bénéficié d'une formation en métier.			
			423 enfants et jeunes vulnérables (252 garçons et 171 filles) ont reçu une formation dans les compétences de vie et l'alphabétisation grâce à des programmes d'éducation non formelle.			
			2,600 enfants orphelins et vulnérables ont été réinsérés dans les écoles formelles. Ils ont reçu matériel scolaire, uniformes et frais scolaires.			
			UNICEF a fourni 40 bâches plastiques à DRC pour aménager des abris/salles de classe d'urgence dans 08 écoles de la région de Paoua, touchant ainsi environ 3,200 enfants en âge scolaire.			
			Pendant la période considérée, 5,492 (3,828 garçons et 1,664 filles) enfants et jeunes ont participé à des programmes de			En vue d'améliorer la protection des enfants vulnérables réinsérés dans les écoles formelles, 1054 Maitres Parents, enseignants et directeurs d'écoles ont reçu une formation sur les droits des enfants, la protection des enfants contre abus et

	Indicateurs de performance	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Commentaires éventuels
			formation de base, sue les activités génératrices de revenu et de moyens d'existence, afin d'assurer leur autosuffisance et donc d'éviter une nouvelle exposition à la violence et à l'exploitation.			exploitation et l'utilisation des méthodes de discipline positive comme alternatives à la punition corporelle.
			Un puits d'eau a été aménagé dans la communauté d'accueil du CTO établi dans la zone de Paoua. Ce dernier est à la fois utilisé par les enfants en transit au CTO et la communauté d'accueil, approximativement 400 ménages, soit environ 2000 personnes.			
Objectif 3 : Documenter, surveiller et rapporter les cas de violations grave des droits de l'enfant en situation de conflit tels que décrits par la résolution 1612 du conseil de Sécurité des Nations unies.						
Résultat 3.1 Les six violations graves des droits de l'enfant en situation de conflit tels que décrits dans la résolution 1612 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) sont			Les mécanismes de monitoring et rapportage des graves violations des droits des enfants en situation des conflits tels que décrits par la résolution 1612 du CSNU ont pu être établi. Dans le cadre de ces mécanismes, deux rapports sur les violations des droits des enfants en			

	Indicateurs de performance	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Commentaires éventuels
collectées			RCA ont été soumis au CSNU. UNICEF a contribué à la rédaction de 2 notes horizontales sur la 1612 qui soumis au CSNU.			
			Dans le cadre de ce processus, l'UNICEF a appuyé la mise en place d'un groupe de travail sur la 1612 au niveau au niveau national. Les procédures pour la collecte et la vérification des informations sur les violations graves des droits de l'enfant par les différents groupes armés et les forces opérant en RCA ont également été élaborés.			
Résultat 3.2 Les structures nationales et décentralisées du mécanisme de Collecte, Surveillance et Rapportage de la résolution 1612			Au niveau national, UNICEF a soutenu la mise en place d'une Task Force sur la résolution 1612 force composée des agences onusiennes (PAM, OMS, UNICEF, HCR, BONUCA, PNUD et FAO). Les procédures de collecte, de documentation et de vérification des informations concernant			

	Indicateurs de performance	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Commentaires éventuels
			les violations des droits des enfants ont également été établis et rendus opérationnels.			
			UNICEF a fait plaidoyer auprès du cluster protection pour la mise en place des sous clusters concernant la protection de l'enfant à Kaga Bandoro et Paoua. Ces forums seront utilisés pour la collecte d'information supplémentaire sur les graves violations des droits des enfants.			
			Tous les accords signés avec les partenaires dans le domaine de la protection des enfants incluent aussi le volet de monitoring et rapportage des graves violations des droits des enfants.			